

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**DE LAGELANDEN LEASING SAS**

Société par Actions Simplifiée à Associé Unique au capital de 20 341 880€  
Siège social : Tour Europlaza– 20 Avenue André Prothin – 92927 La Défense Cedex  
393 439 575R.C.S. NANTERRE

*Comptes sociaux au 31 décembre 2024 approuvés par les décisions de l'Associé Unique en date du 30 mai 2025*

**I – Bilan (en milliers d'euros)**

<b>Actif</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2024</b>
Caisse, banques centrales, C.C.P	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0	0
Créances sur les établissements de crédit	23 251	25 685
Opérations avec la clientèle	235 356	291 530
Obligations et autres titres à revenu fixe	221	221
Actions et autres titres à revenu variable	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	1	1
Parts dans les entreprises liées	0	0
Crédit-bail et location avec option d'achat	407 956	428.644
Location simple	164 273	162 002
Immobilisations incorporelles	5	28
Immobilisations corporelles	805	1.114
Capital souscrit non versé	0	0
Actions propres	0	0
Comptes de négociation et de règlement	0	0
Autres actifs	6 357	4 873
Comptes de régularisation	14 105	14 053
<b>Total de l'actif</b>	<b>852 329</b>	<b>928 151</b>

<b>Passif</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2024</b>
Banques centrales, C.C.P	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	3 214	4.231
Opérations avec la clientèle	677 382	739 638
Dettes représentées par un titre	0	0
Autres passifs	5 726	10.478
Comptes de régularisation	35 910	42 711
Comptes de négociation et de règlement	0	0
Provisions	1 258	423
Dettes subordonnées	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	1.887	1 887
Capitaux propres (hors FRBG)	126 953	128 473
Capital souscrit	20 342	20 342
Primes d'émission	717	717
Réserves	2 045	2 045
Ecarts de réévaluation	0	0
Provisions réglementées et subventions d'investissement	0	0
Report à nouveau	103 279	103 849
Résultat de l'exercice	570	1 830
<b>Total du passif</b>	<b>852 329</b>	<b>928 151</b>

<b>Hors-bilan</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Engagements donnés</b>		
Engagements de financement	120 208	119 606
Engagements de garantie	9 113	5 365
Engagements sur titres	0	0
<b>Engagements reçus</b>		
Engagements de financement	50.000	50.000
Engagements de garantie	121 109	137 499
Engagements sur titres	0	0

**II – Compte de Résultat**  
(En milliers d'euros)

	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2024</b>
+ Intérêts et produits assimilés	12 487	16 887
- Intérêts et charges assimilées	-8 926	-16 087

+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	180 325	182 527
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-167 763	-164 671
+ Produits sur opérations de location simple	87 645	85 500
- Charges sur opérations de location simple	-69 807	-69 222
+ Revenus des titres à revenu variable	0	0
+ Commissions (produits)	0	29
- Commissions (charges)	-1 807	-2 364
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	-5	-107
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	0	0
+ Autres produits d'exploitation bancaire	4 057	5 061
- Autres charges d'exploitation bancaire	-27	-28
<b>Produit net bancaire</b>	<b>34 180</b>	<b>37 739</b>
- Charges générales d'exploitation	-19 955	-22 276
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-2 980	-1 890
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>11 244</b>	<b>13 573</b>
+/- Coût du risque	-10 015	-10 365
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 229</b>	<b>3 209</b>
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-45	-666
<b>Résultat courant avant impôts</b>	<b>1 184</b>	<b>2 543</b>
+/- Résultat exceptionnel	19	-271
- Impôt sur les bénéfices	-633	-441
+/- Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées	0	0
<b>Résultat net</b>	<b>570</b>	<b>1 830</b>

## II - Annexes aux comptes annuels

(Arrêtés au 31 décembre 2024)

### I. Affiliation de la société et présentation de l'activité

La société De Lage Landen Leasing S.A.S., société de financement au capital de 20 341 880 €, est détenue par un associé unique, De Lage Landen international BV.

Selon ses statuts, la société De Lage Landen Leasing S.A.S. peut effectuer les opérations suivantes :

- Crédit à court et moyen terme,
- Escompte commercial dans le cadre de la Loi Dailly,
- Crédit-bail mobilier et à titre accessoire crédit-bail immobilier,
- Location simple, location financière et location longue durée,
- Achat et vente à terme différé,
- Octroi de caution, couverture et garantie de bonne fin,
- Opérations d'affacturage, encaissement de factures et d'effets de commerce à titre accessoire,
- Financement de stock, à titre accessoire et au bénéfice des clients fabricants de matériels ou assimilés,
- Toutes opérations de service pouvant se rattacher aux opérations ci-dessus et notamment la souscription de polices d'assurance, ainsi que toutes opérations de financement, gestion et recouvrement découlant de contrats de crédit, de crédit-bail, de location et d'affacturage.

Les opérations actuelles sont :

- Crédit à court et moyen terme,
- Escompte commercial dans le cadre de la Loi Dailly,
- Crédit-bail mobilier,
- Location simple, location financière et location longue durée,
- Financement de stock, à titre accessoire.

Le produit net bancaires s'est élevé à 34 180 K€ en 2023 contre 37.739 K€ en 2024

### II. Faits significatifs de l'exercice

L'activité 2024 s'est inscrite en hausse par rapport à l'exercice 2023 avec un volume d'activation de crédits de 623 M€ (+23%). L'activité « Retail » a été le plus grand contributeur, avec 20% de croissance (332 M€ versus 277 M€ en 2023). L'activité « Commercial Finance » a contribué à hauteur de 18% (270 M€ versus 229 M€ en 2023).

La hausse du PNB (+3,3 M€) est liée à la hausse des revenus de l'activité.

La hausse des frais d'exploitation (+2.3 M€), liée aux recrutements 2024, est compensée par une baisse des dotations aux amortissements sur immobilisations (-1 M€), aboutissant à une amélioration du résultat d'exploitation par rapport à 2023.

La charge du risque est restée assez stable sur 2024, avec quelques dossiers importants provisionnés et la hausse des contrats résiliés.

### III. Evénements postérieurs à la clôture

A la date d'arrêt des comptes par le Conseil d'Administration des états financiers 2024 de la Société, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remette en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

#### IV. Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes de la société ont été établis conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels applicables aux établissements financiers.

##### A. Présentation des états financiers

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été établis conformément aux dispositions du règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.

##### B. Modes et méthodes d'évaluation

Les dispositions concernant le règlement CRC 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, et le règlement CRC 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs sont entrés en vigueur depuis le 1er janvier 2005.

Toutefois, l'avis du Comité d'urgence du Conseil National de la Comptabilité du 4 octobre 2006, a exclu du champ d'application des règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06, les opérations de crédit-bail ou de location avec option d'achat et assimilées.

La société applique le règlement n° 2000-06 du Comité de la Réglementation Comptable sur les passifs.

Les éléments inscrits en comptabilité ont été évalués suivant la méthode dite des coûts historiques.

Les dispositions concernant le règlement CRC 2009-03 du 3 décembre 2009 relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours ont été mises en application au 31/12/2011.

Le montant à la clôture du 31/12/2024 restant à étaler est de 489 K€ créateur contre 502 K€ créateur au 31/12/2023.

	Au 31/12/2023	Augmentation	Diminution	Au 31/12/2024
Frais d'activation	-502	-222	234	-490
Totaux	-502	-222	234	-490

##### C. Principes comptables

###### 1. Crédit-bail, location avec option d'achat et location simple

Ces postes comprennent l'ensemble des éléments se rapportant à l'activité de crédit-bail, location avec option d'achat et location simple (biens loués et créances rattachées).

L'amortissement qui concourt à la valeur nette comptable est calculé, matériel par matériel, en fonction de leur durée normale d'utilisation dans la limite de la dégressivité admise fiscalement et sans pouvoir être inférieur à l'amortissement linéaire minimal.

Concernant le mode dégressif, la société a tenu compte du coefficient majoré pour les immobilisations acquises depuis le 1er février 1996 et de la diminution du coefficient pour les biens acquis depuis le 1er janvier 2001.

La société n'a pas utilisé la possibilité de recourir à la majoration temporaire du coefficient d'amortissement dégressif de 0,5 point, pour les biens éligibles à l'amortissement dégressif acquis ou fabriqués entre le 4 décembre 2008 et le 31 décembre 2009 (loi 2008-1443 du 30 décembre 2008, art 29 ; CGI art. 39 A 1. Modifié).

Outre les loyers courus et non échus, les créances rattachées comprennent les comptes débiteurs de la clientèle se rapportant à ces activités, ainsi que les dépréciations afférentes.

Les créances impayées depuis plus de 3 mois sont classées en créances douteuses et font l'objet d'une dépréciation appréciée en fonction du risque de non recouvrement. Des dépréciations sur créances des apporteurs d'affaires et des clients sont constituées après une analyse individuelle de chaque dossier.

Les valeurs nettes comptables des matériels, liés à ces contrats, sont dépréciées sous déduction d'un prix de revente ou de re-commercialisation estimée du matériel. La méthodologie de valorisation des matériels est revue périodiquement.

Les immobilisations temporairement non louées sont issues d'un contrat de crédit-bail ou d'un contrat de location avec option d'achat qui ont fait l'objet d'une résiliation et pour lesquels le matériel a été restitué. Ces immobilisations temporairement non louées sont comptabilisées à la Valeur Nette Comptable et font l'objet de dépréciation sur la base de la valeur estimée des matériels.

###### 2. Créances

Les créances et crédits à la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

###### 2.1. Encours sains

Il s'agit des encours non porteurs de risque de crédit avéré y compris les encours restructurés avec un classement dans une sous-catégorie pour les encours restructurés à des conditions hors marché.

###### 2.2. Encours douteux

La comptabilisation des encours en créances douteuses s'effectue en application du règlement CRC 2002-03 modifié par le règlement 2005-03.

Une nouvelle définition du défaut a été formulée par la banque centrale européenne fin 2019. Cette dernière dispose que le seuil de 90 jours est déclenché à condition que l'entité légale ait au moins 90 jours consécutifs d'impayés lorsque ces impayés correspondent à :

- Plus de 1% de l'exposition totale de l'entité légale
- Et plus de 100€

Par ailleurs, il y a dorénavant une période de probation qui est réinitialisée dès lors que l'entité légale a un impayé au cours de cette période. Cette version de la nouvelle définition du défaut est appliquée par la Société depuis Septembre 2020.

Les intérêts sur encours douteux sont comptabilisés conformément aux termes du contrat, ils entrent dans la base de calcul de la dépréciation des pertes probables avérées.

### **2.3. Encours douteux compromis**

Il s'agit des encours pour lesquels :

- La déchéance du terme ou la résiliation du contrat a été prononcée.
- La dépréciation est obligatoire compte tenu du caractère irrécouvrable de la créance.
- Un passage en perte est envisageable.

Par ailleurs, sont classés en encours douteux compromis :

- Les encours douteux qui après un retour en encours sain ne respectent pas les nouvelles échéances fixées et présentent un risque élevé de perte.
- Les encours restructurés présentant de nouvelles défaillances et un risque élevé de perte.

Les intérêts sur encours douteux compromis ne sont pas comptabilisés.

### **2.4. Revue mensuelle des contreparties et dépréciations**

Une revue mensuelle des risques avérés est effectuée par le département contentieux afin de déterminer :

- Le reclassement en encours sain dans le cas d'une reprise régulière des paiements pendant une période significative ou d'un retour à une situation financière saine n'entraînant plus un risque de non recouvrement.
- Le maintien en encours douteux si la situation de la contrepartie est identique à celle ayant entraîné le classement en encours douteux.
- Le déclassement en douteux compromis lorsque le caractère irrécouvrable de la créance est confirmé.

Cette revue est aussi l'occasion d'ajuster le niveau des dépréciations en fonction de l'estimation, dossier par dossier, des chances de récupération compte tenu de la situation et des perspectives de la contrepartie, de la valeur estimée des garanties, de l'état des procédures en cours et de la valorisation de l'actif.

La dépréciation vient en déduction des encours correspondants, elle ne peut être inférieure aux intérêts enregistrés et non encaissés.

Le taux de dépréciation appliqué à la créance douteuse est proportionnel au risque attaché à celle-ci.

## **3. Obligations et autres titres à revenu variable**

Les obligations et autres titres sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## **4. Immobilisations propres**

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées au bilan à leur coût d'acquisition, frais accessoires inclus.

Le matériel informatique est amorti suivant le mode linéaire ou dégressif, sur une durée allant de 1 à 4 ans.

Les agencements, aménagements, installations sont amortis suivant le mode linéaire, sur une durée de 7 ans. Le mobilier et matériel de bureau sont amortis suivant le mode linéaire, sur une durée de 10 ans.

Les immobilisations temporairement non louées sont issues de contrat location simple qui ont fait l'objet d'une résiliation et pour lesquels le matériel a été restitué. Ces immobilisations temporairement non louées sont comptabilisées à la Valeur Nette Comptable. Elles font l'objet de dépréciations sur la base de la valeur estimée des matériels.

## **5. Créances et dettes libellées en devises**

Les créances et dettes libellées en devises sont converties et comptabilisées en euros sur la base du dernier cours de change.

Les écarts de conversion actif font l'objet d'une provision pour dépréciation.

## **6. Dettes**

Les dettes sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

## **7. Provisions pour risques et charges**

Les provisions pour risques et charges sont évaluées individuellement.

## **8. Produits d'exploitation**

Il s'agit principalement des loyers de crédit-bail, location simple, intérêts, et commissions assimilées comptabilisées pour leur montant couru, constaté prorata temporis.

## **D. Informations complémentaires**

Les chiffres présentés sont en milliers d'euros.

## IV. Notes sur le bilan (Actif)

## 1. Opérations de trésorerie et interbancaire

Créances sur Ets de Crédit	Au 31/12/2023	Moins 3 mois	3 mois – 1 an	1 an – 5 ans	Plus 5 ans	Au 31/12/2024
A vue						
Comptes ordinaires	2 108	5 937	0	0	0	5 937
Valeurs non imputées	21 143	19 748	0	0	0	19 148
<b>Totaux</b>	<b>23 251</b>	<b>25 685</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>25 685</b>

## 2. Opérations avec la clientèle

Créances sur clientèle	Au 31/12/2023	Moins 3 mois	3 mois – 1 an	1 an – 5 ans	Plus 5 ans	Au 31/12/2024
Prêts - Créances loi Dailly (1) (3) (4)	114 499	84 242	70 819	39 534	115	194 711
Prêts à terme (2)	120 857	73 900	10 711	52 582	0	137 193
<b>Totaux</b>	<b>235.356</b>	<b>158 142</b>	<b>81 530</b>	<b>92 116</b>	<b>115</b>	<b>331 904</b>
(1) dont intérêts courus non échus	833					1 816
(2) dont intérêts courus non échus	252					307
(3) dont créances douteuses	650					1 432
(4) dont provisions sur créances douteuses	-305					-1 894

## 3. Parts dans les entreprises liées

La société n'a plus de part dans des entreprises liées.

## 4. Obligations et autres titres détenus à long terme

Il s'agit du nantissement de compte de titres financiers pour 22 lk€ ayant pour objet l'émission d'un certificat de dépôt afin de garantir les loyers des futurs locaux de DLL Leasing S.A.S.

## 5. Crédit-bail, location avec option d'achat et location simple

Les valeurs brutes et les amortissements des opérations de crédit-bail et assimilées s'analysent comme suit (les chiffres présentés sont en milliers d'euros) :

Valeurs Brutes	Au 31/12/2023	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2024
Crédit-bail	804 846	182 882	157 174	830 554
Location avec option d'achat	7 543	5 393	881	12 055
Location simple	389 559	75 608	80 559	384 608
ITNL / CBM - Location Option Achat	15 517	17 990	16 350	17 157
Immobilisations en cours	11 157	11 978	11 157	11 978
<b>Totaux</b>	<b>1 226 759</b>	<b>293 851</b>	<b>266 122</b>	<b>1 256 351</b>

Amortissements	Au 31/12/2023	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2024
Crédit-bail	410 778	141 315	126 063	426 030
Location avec option d'achat	5 378	1 647	863	6 162
Location simple	236 792	66 698	66 737	236 754
ITNL / CBM - Location Option Achat	11 209	14 171	12 830	12 550
<b>Totaux</b>	<b>664 158</b>	<b>223 832</b>	<b>206 493</b>	<b>681 496</b>

Provisions Valeur Nette Comptable	Au 31/12/2023	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2024	Base au 31/12/2024
Crédit-bail - Location Option Achat	1 243	1 245	1 243	1.245	4 606
Location simple	1 445	832	1 445	832	1 659
<b>Totaux</b>	<b>2 688</b>	<b>2 077</b>	<b>2 688</b>	<b>2 077</b>	<b>6 265</b>

Les dépréciations des immobilisations sont calculées individuellement pour chaque contrat de crédit-bail et assimilé contentieux en fonction de la valeur probable de vente des matériels.

La réserve latente avant impacts fiscaux est égale à la différence entre l'encours financier des contrats de crédit-bail et assimilés et la valeur nette comptable des matériels correspondants. Sur cette base, en valeur brute, la réserve latente globale est évaluée en euros à 95 936 K€ au 31 décembre 2024 contre 86 545 K€ en 2023.

En milliers d'euros	Au 31/12/2023	Au 31/12/2024
Clients douteux	13 058	15 071
Dont compromis	11 149	12 662
Dépréciation Clients Douteux	-11 623	-13 639
Dont compromis	-11 090	-12 944

Le montant des créances rattachées s'élève à 10 780 K€.

**6. Immobilisations incorporelles (en milliers d'euros)**

Valeurs Brutes	Au 31/12/2023	Acquisitions	Diminutions	Au 31/12/2024
Logiciels	208	70	0	278
<b>Totaux</b>	<b>208</b>	<b>70</b>	<b>0</b>	<b>278</b>

  

Amortissements	Au 31/12/2023	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2024
Logiciels	204	45	0	249
<b>Totaux</b>	<b>204</b>	<b>45</b>	<b>0</b>	<b>249</b>

**7. Immobilisations corporelles (en milliers d'euros)**

Les dépréciations des immobilisations sont calculées individuellement pour chaque contrat de location simple et assimilé contentieux en fonction de l'estimation du taux de récupération du matériel.

Valeurs Brutes	Au 31/12/2023	Acquisitions	Diminutions	Au 31/12/2024
<b>Immobilisations propres</b>	<b>795</b>	<b>66</b>	<b>35</b>	<b>826</b>
ITNL / LS	10 667	18 509	18 036	11 139
<b>Totaux</b>	<b>11 463</b>	<b>18 575</b>	<b>18 071</b>	<b>11 966</b>

  

Amortissements	Au 31/12/2023	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2024
<b>Immobilisations propres</b>	<b>473</b>	<b>103</b>	<b>35</b>	<b>541</b>
ITNL / LS	8 739	15 137	14 396	9 480
<b>Totaux</b>	<b>9 212</b>	<b>15 240</b>	<b>14 431</b>	<b>10 021</b>

  

Provisions Valeur Nette Comptable	Au 31/12/2023	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2024
ITNL / LS	1 445	832	1 445	832
<b>Totaux</b>	<b>1 445</b>	<b>832</b>	<b>1 445</b>	<b>832</b>

**8. Autres actifs (en milliers d'euros)**

Autres Actifs	Au 31/12/2023	Au 31/12/2024
Dépôts et cautionnements versés	131	135
Avances et acomptes versés	15	15
Etat - T.V.A. IS	442	2.391
Personnel et comptes sociaux	31	32
Débiteurs divers hors groupe	171	2.301
Débiteurs divers groupe	5 567	
Autres créances		
<b>Totaux</b>	<b>6.357</b>	<b>4.873</b>

**- Etat - T.V.A. IS**

Ce poste inclue 2.199 K€ de crédit de TVA à recevoir au 31/12/2024 contre 284 k€ au 31/12/2023

**- Débiteurs divers hors groupe**

Ce poste comprend 1.505 k€ de factures non parvenues

**Débiteurs divers groupe**

Il s'agit des opérations de trésorerie avec le groupe

**9. Informations relatives aux transactions entre parties liées**

Désignation de la partie liée	Montant des transactions en K€	Informations complémentaires
<b>KOMATSU</b>	0	Autres actifs
	-197	Frais de gestion refacturés
	0	Salaires refacturés et frais généraux
	0	<b>Charges refacturées</b>

**10. Comptes de régularisation (en milliers d'euros)**

Comptes de régularisation	Au 31/12/2023	Au 31/12/2024
Produits à recevoir	5 664	5 458
Charges constatées d'avance	8 440	8 595
Autres comptes		
<b>Totaux</b>	<b>14 104</b>	<b>14 053</b>

**- Produits à recevoir :**

Ce poste comprend au 31/12/2024 4 093 K€ liés aux produits d'assurances à recevoir contre 4 425 K€ au 31/12/2023.

Ce poste comprend également au 31/12/2024 125 K€ liés à des services contre 79 K€ au 31/12/2023.

**- Charges constatées d'avance :**

Ce poste comprend au 31/12/2023 4 994 K€ de commissions d'apporteurs d'affaires contre 4 542 K€ au 31/12/2023 et 1 871 K€ de services facturés au 31/12/2024 contre 2 336 K€ au 31/12/2023.

**V. Notes sur le bilan (Passif)**

**11. Opérations de trésorerie et interbancaires (en milliers d'euros)**

Dettes Ets de Crédit	Au 31/12/2023	Moins 3 mois	3 mois – 1 an	1 an – 5 ans	Plus 5 ans	Au 31/12/2024
A vue						
Comptes ordinaires	3 214	4 231	0	0	0	4 231
<b>Totaux</b>	<b>3 214</b>	<b>4 231</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 231</b>

**12. Opérations avec la clientèle (en milliers d'euros)**

Dettes clientèle	Au 31/12/2023	Moins 3 mois	3 mois – 1 an	1 an – 5 ans	Plus 5 ans	Au 31/12/2024
Emprunts à terme	673 038	90 274	171 077	445 098	27 536	733 985
Autres comptes	4 343	9 265	0	0	0	9 265
<b>Totaux</b>	<b>677 382</b>	<b>99 540</b>	<b>171 077</b>	<b>445 098</b>	<b>27 536</b>	<b>743 251</b>

Le refinancement est effectué auprès de notre centrale de trésorerie, De Lage Landen Ireland.

**13. Autres passifs (en milliers d'euros)**

Autres Passifs	Au 31/12/2023	Au 31/12/2024
Fournisseurs	1 225	1 402
Etat - T.V.A-IS	54	0
Etat – Autres dettes	478	791
Personnel et organismes sociaux	148	-74
Créditeurs divers hors groupe	0	0
Créditeurs divers groupe	349	3 818
Dépôts de garantie	170	388
Autres passifs	3 302	4 153
<b>Totaux</b>	<b>5 726</b>	<b>10 478</b>

**14. Comptes de régularisation (en milliers d'euros)**

Comptes de Régularisation	Au 31/12/2023	Au 31/12/2024
Charges à payer	4 230	5 137
Produits constatés d'avance	31 680	37 574
<b>Totaux</b>	<b>35 910</b>	<b>42 711</b>

**- Charges à payer :**

Ce poste comprend au 31/12/2024 principalement 2 125 K€ de provisions pour congés payés, de primes ainsi que les charges sociales liées contre 2 034 K€ au 31/12/2023 et 2 818 K€ de provisions pour charges d'exploitation au 31/12/2024 contre 789 K€ au 31/12/2023.

**- Produits constatés d'avance :**

Ce poste comprend au 31/12/2024 principalement 29 255 K€ de loyers facturés non échus contre 23 518 K€ au 31/12/2023 et 7 830 K€ de loyers proratisés (loyers perçus d'avance) au 31/12/2024 contre 7 661 K€ au 31/12/2023.

**15. Provisions (en milliers d'euros)**

	Au 31/12/2023	Dotations	Reprises	Au 31/12/2024
<b>Provisions pour Risques</b>				
Risques d'exploitation	195	5		200
<b>Provisions pour Charges</b>				
Charges d'exploitation (1)	990	128	990	128
Risque sur créances	73	54	33	94
<b>Totaux</b>	<b>1 258</b>	<b>188</b>	<b>1 023</b>	<b>423</b>

(1) La dotation pour charges d'exploitation correspond à une provision restructuring liée au changement d'organisation DLL Europe

**16. Fonds pour risques bancaires généraux (en milliers d'euros)**

F.R.B.G.	Au 31/12/2023	Dotations	Reprises	Au 31/12/2024
Totaux	1 887	0	0	1 887

**17. Capital souscrit et prime d'émission (en milliers d'euros)**



Le capital social est composé de 1 334 769 actions de 15,24 euros chacune soit un capital de 20 341 880 euros.

CP	Capitaux propres	Au 31/12/2023	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2024
	Capital social	20 342			20 342
	Prime d'émission	717			717
	Réserve légale	2 035			2 035
	Réserve indisponible	10			10
	Report à nouveau	103 279	570		103 848
	Résultat	570	1 830	570	1 830
	Totaux	126 953	2 401	570	128 782

Concernant la proposition d’affectation du résultat de l’exercice clôturé le 31 décembre 2024 qui se solde par un bénéfice comptable de 1.830 K€, il sera affecté au compte de report à nouveau.

18. Entreprises liées

La société De Lage Landen International B.V, société mère de la société De Lage Landen Leasing S.A.S., entre dans le champ d'application des entreprises liées

VI. Notes sur le compte de résultat

19. Produits et charges d'exploitation bancaire (en milliers d’euros)

Intérêts et produits sur opérations avec les établissements de crédit

Intérêts et produits sur opérations avec les établissements de crédit		2023	2024
	Comptes à vue	5	0
	Totaux	5	0

Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle

Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle		2023	2024
	Comptes à vue	5 279	5 230
	Créances commerciales	4 973	6 369
	Crédits à l’équipement	2 248	3 950
	Autres produits assimilés	-17	1 338
	Totaux	12 482	16 887

Les autres produits assimilés correspondent aux indemnités de résiliation sur prêts.

Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit

Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit		2023	2024
	Comptes à vue	10	3
	Totaux	10	3

Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle

Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle		2023	2024
	Comptes à vue	156	
	Emprunts à terme	8 760	16 084
	Autres charges*	0	0
	Totaux	8 917	16 084

\*intérêts sur prêts DLL Ireland

Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d’achat

Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d’achat		2023	2024
	Loyers	165 709	169 521
	Plus-values de cession	6 065	5 958
	Indemnités de résiliation	7 623	6 674
	Autres produits	929	373
	Totaux	180 325	182 527

Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d’achat

Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d’achat		2023	2024
	Dotations aux amortissements	149 948	145 056
	Dotations aux provisions	1 243	1 245

	<b>Moins-values de cession</b>	<b>18 572</b>	<b>18 370</b>
	<b>Totaux</b>	<b>169 763</b>	<b>164 671</b>

Produits sur opérations de location simple

		<b>2023</b>	<b>2024</b>
<b>Produits sur opérations de location simple</b>	Loyers	76 589	77 443
	Plus-values de cession	6 678	5 898
	Indemnités de résiliation	3 834	1 955
	Cession matériel refacturé	0	0
	Autres produits	545	205
	<b>Totaux</b>	<b>87 645</b>	<b>85 500</b>

Tout comme en 2023, il n'y a pas eu de syndication en 2024, d'où l'absence de cession de matériel refacturé.

**a. Charges sur opérations de location simple**

		<b>2023</b>	<b>2024</b>
<b>Charges sur opérations de location simple</b>	<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>67 421</b>	<b>66 545</b>
	<b>Dotations aux provisions</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Moins-values de cession</b>	<b>2 385</b>	<b>2 677</b>
	<b>Acquisition matériel refacturé</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Totaux</b>	<b>69 807</b>	<b>69 222</b>

L'évolution du poste Acquisition matériel refacturé est liée à l'absence de syndication en 2024, comme en 2023.

**b. Ventilation des commissions**

	<b>2023</b>	<b>2024</b>
Produits (cf L 540)		
Commissions de syndication	0	29
<b>Totaux</b>	<b>0</b>	<b>29</b>

La commission de syndication est la différence de la quote-part de l'actualisation d'une chaîne de loyers d'un client vendu à l'acquéreur et celle du montant financé.

	<b>2023</b>	<b>2024</b>
Charges (cf L 545)		
Commissions apporteur d'affaires	81	0
Commissions sur vente	22	87
Commissions de gestion	1 582	2 142
Autres charges de commission	121	135
<b>Totaux</b>	<b>1 807</b>	<b>2 364</b>

Il s'agit principalement des commissions de gestion de notre partenaire Medidan.

**c. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation**

Sont comptabilisés dans ce poste les pertes et gains de change et écarts de conversion. En 2024, un gain de change de 107 K€ a été constatée contre une perte de change de 5 K€ en 2023.

**d. Autres produits et charges d'exploitation bancaires**

Les autres produits d'exploitation bancaires s'élèvent à 4 047 K€ en 2024 contre 4 057 K€ en 2023. Il s'agit principalement de frais de gestion sur notre assurance Lease and Loan.

Les autres charges d'exploitation bancaires s'élèvent à 27 K€ en 2024 contre 27 K€ en 2023.

**20. Charges générales d'exploitation (en milliers d'euros)**

		<b>2023</b>	<b>2024</b>
<b>Charges générales d'exploitation</b>	Salaires, appointements et indemnités diverses	8 228	9 740
	Charges fiscales et sociales sur rémunérations	3 647	4 435
	<b>Charges de personnel</b>	<b>11 875</b>	<b>14 174</b>
	<b>Effectif moyen</b>	<b>107</b>	<b>107</b>
	<b>Autres charges d'exploitation</b>	<b>8 080</b>	<b>8 102</b>
	<b>Totaux</b>	<b>19 955</b>	<b>22 276</b>

Autres charges d'exploitation : ce poste comprend principalement les frais de siège et honoraires divers.

L'effectif moyen en 2024 est de 107 salariés contre 107 salariés en 2023.

L'effectif au 31/12/2024 se décompose comme suit : 88 cadres et 19 non cadres.

**21. Informations relatives aux honoraires des Commissaires aux Comptes (en milliers d'euros)**

	2023	2024
<b>Commissariat aux comptes, Certification, Examen des comptes individuels</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
-PWC	75	75
-RSM	25	25
<b>Services Autres que la Certification des Comptes ("SACC")</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
-PWC	0	0
-RSM	0	0
<b>Totaux</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

**22. Coût du risque (en milliers d'euros)**

		2023	2024
<b>Coût du risque</b>	Dotation dépréciation créances douteuses	-12 028	-9 946
	Pertes sur créances irrécouvrables	-9 061	-7 263
	<b>Charges coût du risque</b>	<b>-21 089</b>	<b>-17 208</b>
	Reprise dépréciation créances douteuses	10 104	7 307
	Récupérations sur créances amorties	970	986
	<b>Produits coût du risque</b>	<b>11 074</b>	<b>8 293</b>
	<b>Totaux</b>	<b>-10 015</b>	<b>-8 915</b>

La baisse du coût du risque est liée à une baisse de la charge du risque supérieure aux produits.

**23. Gains ou pertes sur actifs immobilisés (en milliers d'euros)**

Ce poste comprend les plus ou moins-values générées par les cessions d'Immobilisations Temporairement Non Louées issues de contrats de location simple ainsi que les variations de provisions pour dépréciation des titres de participation.

		2023	2024
<b>Gains ou pertes sur actifs immobilisés</b>	<b>Moins-values de cession sur ITNL issus de contrat de location simple</b>	<b>1 373</b>	<b>1 968</b>
	<b>Moins-values de cession sur immobilisations propres Inc-Corp</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Plus-values de cession sur ITNL issues de contrat de location simple</b>	<b>1 327</b>	<b>1 302</b>
	<b>Totaux</b>	<b>45</b>	<b>666</b>

**24. Résultat Exceptionnel (en milliers d'euros)**

		2023	2024
<b>Résultat Exceptionnel</b>	Produits exceptionnels	202	41
	Charges exceptionnelles	-183	-312
	<b>Totaux</b>	<b>19</b>	<b>-271</b>

Le résultat exceptionnel en 2024 est liée à une hausse des charges exceptionnelles contentieuses.

**25. Résultat fiscal et impôts**

Le résultat fiscal fait ressortir un bénéfice de 1.830 K€.

**VII. Notes sur le hors-bilan (en milliers d'euros)****Engagements donnés**

<b>Engagements de financement</b>	<b>Au 31/12/2023</b>	<b>Au 31/12/2024</b>
En faveur de la Clientèle	129 321	124 971

Les engagements de financement donnés à la clientèle représentent principalement les accords de financement proposés à la clientèle dont la durée de validité est inférieure à trois mois.

**Engagements reçus**

<b>Engagements de Garantie</b>	<b>Au 31/12/2023</b>	<b>Au 31/12/2024</b>
Reçus d'Etablissements de Crédit	121 109	137 499

Les placements effectués auprès du Groupe, sont en légère baisse, l'activité de financement de stock étant partiellement financée sur fonds propres depuis 2022.

<b>Engagements de financement</b>	<b>Au 31/12/2023</b>	<b>Au 31/12/2024</b>
Reçus d'Etablissements de Crédit	50 000	50 000

Les engagements de financement reçus concernent principalement un accord de refinancement de la société De Lage Landen International BV pour un montant de 50 million d'euros.

**26. Gestion des risques**

La gestion Actif - Passif ainsi que l'ensemble des risques et instruments utilisés dans le cadre de cette gestion sont transférés à De Lage Land en Ireland Co, centrale de trésorerie du groupe.

Par ailleurs, afin d'assurer une concordance totale entre les emprunts et les financements réalisés, un comparatif mensuel est établi entre le tableau d'amortissement de tous les emprunts en cours et le tableau d'amortissement de tous les contrats de financement réalisés avec les clients. Une réconciliation Actif - Passif est réalisée en parallèle.

**27. Engagements au titre des indemnités de fin de carrière**

Les engagements correspondant aux IFC ne sont pas constatés dans les livres de DLL Leasing S.A.S. Cependant, le montant est indiqué en annexe. Au 31 décembre 2024, ceux-ci s'élèvent à 220 K€.

L'évaluation des engagements est calculée conformément à la nouvelle méthode IFRS IC suite à une décision de l'IFRIC validée en mai 2021 qui a modifié les règles de calcul de l'engagement, et à la recommandation ANC n°2013-02 du 7 novembre 2013 modifiée le 5 novembre 2021. Elle impacte les engagements IFC des sociétés dont les barèmes de droits sont plafonnés. Cette décision doit s'appliquer aux comptes IFRS et peut s'appliquer ou non aux comptes en norme française. Les hypothèses retenues sont :

- Un taux annuel d'actualisation de 3.40%
- Une revalorisation annuelle des rémunérations par tranche d'âge de 3.00-1.50%
- Un âge de départ à la retraite de 65 ans pour les cadres et de 64 ans pour les non cadres
- Un taux de rotation du personnel établi par tranche d'âge de 0% à 12.50%
- La table de survie INSEE 2016-2018

**28. Rémunérations des membres des organes d'administration**

Cette information n'est pas produite car sa mention conduirait à indiquer indirectement une rémunération individuelle

**IV - Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2024)

A l'associé unique,

**De Lage Landen Leasing**  
Tour Europlaza - La Défense  
20 Avenue Andrée Prothin  
92400 Courbevoie

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'Associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société DE LAGE LANDEN LEASING relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, régulier et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion****Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités de commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période de 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date de démission de notre rapport.

**Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Règles et principes comptables**

La note IV.C.1 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat et de location simple.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

**Estimations comptables**

La société constitue des dépréciations de ses créances clients selon les modalités décrites dans la note IV.C.2 de l'annexe. Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par la société, décrite dans la note IV.C.2 de l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier l'application de cette approche.

Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations.

#### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercices professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'articles D.441-6 du code de commerce.

#### **Responsabilité de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels en comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ses comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président

#### **Responsabilité des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 22 mai 2025**

Les commissaires aux comptes

**PricewaterhouseCoopers Audit**

Nicolas Jolivet

**RSMPARIS**

Sébastien Martineau

#### **V - Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.